

“ LE FONDS MONDIAL N’AGIT PAS DANS LES PAYS PRIORITAIRES DE LA FRANCE ”

FAUX

La période 2017-2019 sera la 5^{ème} reconstitution des ressources du Fonds mondial. Pour ces trois prochaines années, les besoins financiers estimés par le Fonds mondial pour répondre aux besoins des pays bénéficiaires et à l’Objectif de développement durable de mettre fin aux épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme d’ici à 2030 s’élèvent à 13 milliards de dollars (soit 11,4 milliards d’euros).

Deuxième contributeur international du Fonds mondial et premier contributeur européen depuis la création du Fonds, la France doit encore décaisser le reste de sa contribution 2014-2016 (60 millions à notre connaissance) avant la fin de l’année 2016.

Alors que les besoins sanitaires sont encore immenses, les associations du Collectif Santé Mondiale demandent que la France honore sa contribution au Fonds mondial pour 2014-2016 (1,08 milliard d’euros engagé).

La France doit également annoncer au plus vite une nouvelle contribution d’au moins 1,08 milliard engagé pour la période 2017-2019 afin de répondre aux besoins des pays affectés et mobiliser d’autres donateurs à faire de même.

Les pays pauvres prioritaires (PPP) de l’aide française¹, au nombre de 16, sont tous situés en Afrique. Ce sont vers ces Etats les plus fragiles, foyers de crises sanitaires, politiques et économiques que doivent se concentrer les financements français, et les fonds multilatéraux auxquels elle contribue y sont particulièrement efficaces. En effet, sur la période 2014-2016, les 16 pays pauvres prioritaires de la stratégie française ont bénéficié de 14,8% des allocations du Fonds mondial² et les pays d’Afrique francophone³ représentent 25% des investissements⁴. Ces chiffres sont en augmentation puisqu’en 2013, les pays prioritaires étaient bénéficiaires de 13,7% des financements⁵ et en 2010-2013, les pays francophones étaient bénéficiaires d’environ 17% des financements⁶. Enfin, 64% des programmes financés par le Fonds sont situés en Afrique subsaharienne. Il est donc indéniable que la contribution française au Fonds mondial est un moyen de

renforcer la priorité donnée par cette institution vers les zones prioritaires française.

Il est également important de noter que **l’aide multilatérale est efficace dans ces pays** en terme d’impact sanitaire et d’efficacité des programmes, notamment dans les seize pays prioritaires de

l’aide française⁷. En effet, **les pays francophones d’Afrique subsaharienne enregistrent des meilleurs résultats que leurs voisins au regard de la charge de morbidité** (sauf pour le paludisme)⁸. A titre d’exemple, en République démocratique du Congo, l’incidence du VIH a diminué de 55% entre 2000 et 2014 et celle du paludisme de 43% ; en Côte d’Ivoire, l’incidence du VIH a diminué de 62%, celle de la tuberculose de 53% et celle du paludisme de 28%. De plus, les allocations du Fonds mondial représentent en moyenne **9,2%**¹⁰ du total des dépenses en santé et **28%**¹¹ de l’APD santé des pays d’Afrique francophone. Son rôle est donc crucial en matière de lutte contre les 3 pandémies dans ces pays. Ainsi, l’investissement dans les missions du Fonds mondial permet à la France de joindre ses forces aux autres bailleurs et

d’intervenir dans un domaine dans lequel elle pourrait difficilement obtenir seule les mêmes résultats.

Réduire ces financements, ce serait réduire la disponibilité des traitements et l’accès aux programmes de prévention qui ont démontré leur efficacité dans la lutte contre ces trois maladies en Afrique subsaharienne et au niveau mondial.

1. Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Ghana, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo.
2. Chiffre total des allocations du Fonds mondial = 14,82 milliards (soit les allocations directement vers les pays).
3. Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d’Ivoire, Djibouti, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Maurice, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo.
4. Idem que pour calcul précédent, chiffre de 14,82 milliards.
5. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport_bisannuel_BD_cle0d8399.pdf
6. Chiffre total des allocations du Fonds mondial pour 14,37 = 2013-2010 milliards.
7. Evaluation des contributions françaises au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, MAE, Août 2013.
8. Idem.

